

Du « No a la guerra » de Pedro Sánchez à la diplomatie de l'équilibre Ana Núñez Ronchi

La guerre en Iran

À la suite de Guerre en Iran déclenchée par les États-Unis et Israël le 28 février, Pedro Sánchez (PSOE) dans une déclaration institutionnelle le 4 mars, résume ainsi sa position : « No a la guerra », reprenant un slogan apparu spontanément en 2003 lors de la Guerre d'Irak et qui était réapparu lors de la Vuelta le 14-9-2025.

Il s'agit d'aborder ici la manière dont les propos de Pedro Sánchez se singularisent, ou non, du positionnement adopté par ses homologues européens et, sur un temps plus long, d'examiner s'ils s'écartent de celui de ses prédécesseurs à la tête du gouvernement espagnol.

Europe et la Guerre en Iran: de la dissension à l'adhésion

Après de nombreuses tergiversations, un revirement s'est opéré en Europe, certainement dû en partie par la baisse de popularité des dirigeants parmi leurs électeurs et l'influence de l'attitude de Pedro Sánchez, et le 11 mars, l'Italie la France l'Allemagne le Portugal et le Royaume-Uni finissent par affirmer que « cette guerre [d'Iran] n'est pas notre guerre » et terminent par rejoindre les restrictions imposées par l'Espagne en matière d'utilisation des bases militaires et de l'espace aérien. Si les bases militaires de Rota et de Morón, de co-souveraineté espagnole et étatsunienne ont été installées sous le régime de Franco en 1953 (dont le traité sera renégocié en 1988 pour accorder la pleine souveraineté à l'Espagne), l'Espagne intègrera l'ONU en 1982, sous le gouvernement démocratique d'UCD de centre droit.

L'extrême droite espagnole face à la Guerre en Iran

Le paysage politique espagnol diffère également du paysage européen dans la mesure où la droite et l'extrême droite espagnole Vox, qui avait également soutenu l'enlèvement de Nicolas Maduro, ont défendu l'intervention étasunienne en Iran, accusant Pedro Sánchez d'être un allié du Hamas et de l'Iran, et de vouloir à tout prix masquer sa fragilité politique.

Les gouvernements socialistes de Felipe González (1982-1996)

Or, la position de Pedro Sánchez est certainement tout aussi singulière si l'on examine les 40 dernières années de démocratie et les positions des différents gouvernements face aux guerres et conflits internationaux.

Lorsque le socialiste F. González accède au pouvoir en 1982, a préalablement tenu promesse d'organiser un référendum afin de sortir l'Espagne de l'OTAN. Or, en 1986, lorsqu'il se décide enfin, sa position est toute autre et González plaide désormais de manière agressive pour le maintien dans l'OTAN, ce qui portera ses fruits, malgré une opinion publique à priori très antimilitariste qui perdure de nos jours et qui est politiquement incarnée par le parti politique Podemos.

Il est vrai qu'en 1986, peut-être pour ménager sa base électorale, F. González refusa également de prêter les bases espagnoles de Rota et Morón à l'armée EE.UU. contre la Libie de Mouammar Kadhafi, mais cette décision n'affecta pas les relations entre Washington et Madrid : la politique économique tout à fait orthodoxe de Felipe González avait en effet tout pour plaire à Washington.

En revanche, suite à l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990, F. González n'hésita pas à entraîner l'Espagne dans la Première Guerre du Golfe, ce qui suscita l'incompréhension de l'opinion publique en

période de disgrâce de la Guerre Froide et provoqua des manifestations à Madrid, à Barcelone et à Rota.

Gouvernement de droite de José María Aznar (1996-2004)

Lorsque le 4^e et dernier mandat de Felipe González se termine en 1996, il laisse la place au Partido Popular (PP) de centre droit, dirigé par José María Aznar, beaucoup plus atlantiste, à tel point qu'Aznar soutient idéologiquement la Guerre d'Irak de 2003, provoquant ainsi une indignation populaire extrême : le 15 février 2003, se rassemblent dans les rues espagnoles entre 6 et 10 millions de manifestants.

Ces manifestations ne semblent cependant pas pouvoir altérer la composition idéologique de l'électorat et la victoire du PP aux élections générales du 14 mars 2004 semble assurée, mais c'est sans compter l'interprétation tendancieuse que fera le PP des attentats terroristes du 11 mars 2004 (192 morts et environ 2000 blessés). Le revers électoral fut phénoménal et laissa la voie libre à José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE), qui avait promis le retrait des troupes espagnoles d'Irak, à la tête du gouvernement.

Les gouvernements socialistes de J. L. Rodríguez Zapatero (2004-2011)

Ce qui distingue encore la situation de Pedro Sánchez de celle de Zapatero est que ce dernier se trouvait dans le camp de l'opposition lorsqu'il s'est élevé contre la Guerre d'Irak, et non à la tête du gouvernement.

Pedro Sánchez(2018-2026) : des dépenses militaires en augmentation

Une autre différence manifeste entre la plupart de ces prédécesseurs au gouvernement et la position de Pedro Sánchez, malgré ses propos sur la guerre et au-delà des discours, tient à la croissance exponentielle des dépenses militaires ces dernières années. On comprend mieux désormais l'opposition du PSOE à la proposition de loi (2026) de Podemos de réduire les dépenses militaires.

Les pays arabes et Israël

Les relations avec les pays arabes et Israël sous Pedro Sánchez affichent certaines similarités avec celles qu'avait menées Franco, quoique le gouvernement de Sánchez n'ait pas (encore) rompu toute relation diplomatique avec Israël. Si les relations s'étaient normalisées en 1986 grâce à la reconnaissance de l'Etat d'Israël par l'Espagne, les choses se sont gâtées à partir de la Guerre de Gaza (2023), l'Espagne accusant Israël de mener une politique « génocidaire » et Israël accusant le gouvernement espagnol ainsi que quelques personnalités de la société civile d'antisémitisme, malgré les protestations de Madrid. Au jour d'aujourd'hui, et depuis le 11 de mars 2026, les relations diplomatiques entre les deux pays sont assurées uniquement par le biais de deux chargés d'affaires.

Droit international et justice universelle

Pedro Sánchez en appelle souvent au respect du droit international. Lorsqu'il était dans le camp de l'opposition en 2015, il plaidait pour l'abrogation de deux contre-réformes (2009 et 2014) de la loi de justice universelle de 1986, visant à restreindre de manière considérable la possibilité de poursuivre en Espagne les crimes internationaux (cf. Affaire « Pinochet »). Pourtant, à ce jour, le gouvernement sanchiste n'a pris aucune mesure en ce sens. Est-ce là une illustration du difficile équilibre à trouver entre la défense inébranlable des principes et la realpolitik ?

Organisations multilatérales

La voie de la législation nationale étant désormais relativement empêchée, Pedro Sánchez a désormais opté pour cesser de s'abstenir lors des votes à l'Assemblée générale de l'ONU et faire cause commune pour poursuivre les présumés coupables (soutenant par exemple en 2024 l'Afrique du Sud dans la

plainte contre Israël devant la Cour internationale de Justice). Si Pedro Sánchez affirme à cette occasion que « L'Espagne restera du bon côté de l'histoire », les leaders sahraouis favorables à l'indépendance du Sahara Occidental considèrent que ces propos ne sont pas exempts d'hypocrisie depuis que l'Espagne a reconnu en 2022 la souveraineté du Maroc sur cette région. Encore une fois, ce retournement historique, que l'on a qualifié de « diplomatie de l'équilibre », témoigne du difficile accommodement entre la logique de l'éthique et celle de l'intérêt national.

Conclusions

L'Espagne présente sa candidature pour devenir membre du Conseil de sécurité de l'ONU pour 2031 et 2032 et la juge Ana Peiró Llopis se présente comme candidate au poste de juge à la Cour pénale internationale pour la période 2027-2036. Qui sait si ces candidatures pourront faire tourner le vent mauvais des violations constantes au droit international et la paralysie de l'ONU? Si d'ici là Trump ne fait pas main basse sur l'Espagne, « enfant terrible » de l'OTAN.